



RAPPORT D'ACTIVITE 2007
Rapport d'activité 2007 de l'Office de l'eau Réunion

SOMMAIRE

I.	ADMINISTRATION GENERALE	2
I.1	Les ressources humaines	2
I.2	Le budget.....	2
I.3	Les moyens en informatique et de communication.....	4
I.4	La commande publique	4
I.5	Le siège de l'Office	5
I.6	L'organisation de la gouvernance	6
II.	ETUDE et suivi des ressources en eau, des milieux aquatiques et littoraux et de leurs usages.....	7
II.1	L'eau et les milieux aquatiques	7
II.2	Les usages de l'eau	10
III.	CONSEIL ET ASSISTANCE TECHNIQUE, FORMATION ET INFORMATION.....	11
III.1	L'assistance technique.....	11
III.2	L'éducation	11
III.3	L'information	12
IV.	PROGRAMMATION ET FINANCEMENT D' ACTIONS ET DE TRAVAUX.....	13
IV.1	Les redevances	13
IV.2	Le programme pluriannuel d'aides 2007-2009.....	14

I. ADMINISTRATION GENERALE

I.1 Les ressources humaines

Les effectifs de l'Office de l'eau Réunion sont passés, entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007, de 18 agents à **22 agents** occupant chacun un emploi permanent aux tableaux des effectifs.

Il y a eu deux départs suite à des fins de contrat et cinq recrutements (dont trois créations brutes)

Eléments de bilan social au 31 décembre 2007

STATUT	19 statutaires – 3 contractuels de droit public
REPARTITION PAR SEXE	18 hommes – 4 femmes
MOYENNE D'AGE	36.9 ans
REPARTITION EN CATEGORIE HIERARCHIQUE	Catégorie A : 9, catégorie B : 5, catégorie C : 8

I.2 Le budget

La situation budgétaire 2007 était arrêtée en prévision à :

FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
8.538.573 €, dont un résultat excédentaire reporté de 2.458.323 €	9.003.468 €, dont un résultat excédentaire reporté de 193.447 €

La réalisation comptable du budget par chapitre se présente comme suit :

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
011 : charges générales	343 213,56	2041 : subventions d'investissement aux tiers publics	320 000,00
012 : frais de personnel	905 151,24	2042 : subventions d'investissement aux tiers privés	0,00
65 : dépenses extérieures	146 090,00	205 : immobilisations incorporelles	12 057,63
67 : charges exceptionnelles	2 000,00	2157 : achat de matériels	189 154,15
042 : dépenses d'ordres patrimoniaux	72 912,64	21838 : achat de matériels informatiques	8 332,51
		21848 : achat	1 969,30
TOTAL DÉPENSES	1 469 367,44	TOTAL DÉPENSES	521 513,59
7068 : Produits des services	392,80	1068 : Dotation capitalisée	3 005 201,00
738 : Redevances	6 164 087,72	2805 : Amortissement	7 923,92
7473 : Subventions	33 500,00	28157 : Amortissement	30 897,24
7588 : Produits divers	8 004,15	28181 : Amortissement	1 277,38
		28182 : Amortissement	16 780,80
		281838: Amortissement	11 686,51
		281848: Amortissement	4 346,79
TOTAL RECETTES	6 205 984,67	TOTAL RECETTES	3 078 113,64
SOLDE RECETTES - DÉPENSES	4 736 617,23	SOLDE RECETTES - DÉPENSES	2 556 600,05

Pour mémoire, les dépenses de fonctionnement engagées et non mandatées sur l'exercice 2007, inscrites au budget primitif de 2008, sont de **379.200,38 €**. Le solde des restes à réaliser d'investissement (différence des recettes et des dépenses) s'élève à **3.855.843,00 €**.

I.3 Les moyens en informatique et de communication

L'Office s'est doté d'une station de travail et de logiciels scientifiques dédiés à la modélisation mathématique de la ressource en eau (AQTESOLV / interprétation d'essais par pompage, Hydrolab / analyse fréquentielle des débits de crue, Tarage / détermination des courbes de tarage).

L'acquisition de données sur le terrain a été renouvelée et modernisée, notamment par l'utilisation de « pocket PC » (plus grande mobilité, rapidité d'intervention et facilité d'utilisation), la mise en place d'enregistreur numérique et la transmission par GSM.

Pour faciliter le travail de reconnaissance terrain et en prévision d'une utilisation du Système d'Information Géographique sur la banque de données, une licence d'utilisation et de représentation numérique de la carte IGN de la Réunion au 25/1000^{ième} a été achetée. Le logiciel GOOGLE EARTH PRO est appliqué pour visualiser les réseaux et données d'observation.

Pour répondre à la croissance en besoins de traitement et en ressources humaines, cinq nouveaux postes informatiques ont été achetés. Le parc informatique de l'Office se compose donc actuellement de 4 serveurs, 1 station de modélisation, 22 postes fixes, 8 portables (dont 6 pour la récupération de données sur le terrain et 2 pour les interventions à l'extérieur de l'Office) et 3 pocket PC.

La sécurité informatique a été renforcée par l'achat de nouveaux outils anti-virus et anti-spam plus efficaces et moins contraignants.

I.4 La commande publique

Huit procédures de commande publique « formalisées » ont été lancées en 2007, six sous la forme de marchés à procédure adaptée, deux sous la forme de procédure d'appel d'offres.

LIBELLE	TITULAIRE	MONTANT € HT	CARACTERISTIQUES
Analyses et prélèvements d'eau – campagne 2007			Marché fractionné sur 4 campagnes – Commande jusqu'au 31 décembre 2007
Lot 1 : Analyse physico-chimique	LDEHM	74.681,00	
Lot 2 : Analyse des pesticides et autres micropolluants (hors hydrocarbure)	Institut Pasteur	26.959,00	
Lot 3 : Analyse hydrocarbure	Institut Pasteur	8.833,00	
Lot 4 : Prélèvements	ASCONIT Réunion	3.675,00	
Travaux d'impression et de façonnage des supports de communication et de la papeterie de l'Office de l'eau Réunion			Marché à bons de commande
Lot 1 : supports de communication	Nid imprimerie	13.737,00	
Lot 2 : papeterie et assimilés	Deka développement / 1Print	3.265,31	

LIBELLE	TITULAIRE	MONTANT € HT	CARACTERISTIQUES
Achat d'équipements de mesures hydrologiques			Marché exécuté courant 2007
Lot 1 : achat d'une perche à intégration	Infructueux		
Lot 2 : achat de stations hydrologiques	OTT France	70.013,30	
Lot 3 : achat de débitmètres	HYDREKA France	9.421,80	
Lot 4 : achat d'une station de mesure portable par technologie doppler	OTT France	19.579,30	
Lot 5 : achat de sondes de mesures	OTT France	10.147,10	
Datation d'échantillons d'eau par des méthodes de géochimie isotopique	Université de La Réunion	64.970,00	Etude réalisée en 2007-2008
Refonte du site Internet	MEDIALIGHT	29.944,00	Prestation de service
Analyse d'eaux usées	Notification 2008		
Analyse et prélèvement d'eau	Notification 2008		
Etude diagnostic préalable à la programmation d'une opération de réhabilitation d'un ouvrage bâti	Absence d'offre		

I.5 Le siège de l'Office

La Direction de l'agriculture et de la forêt a confirmé à l'Office son intention de récupérer les locaux actuellement occupés, à la fin du 1^{er} semestre 2008.

Une proposition de bail emphytéotique portant sur le bâtiment COSTE situé dans le parc de la Providence a été formulée. Les modalités exactes (calendrier de mise à disposition, durée du bail, montant du loyer) restent à préciser. Une étude technico-financière de faisabilité doit également être lancée.

Des solutions sont à l'étude pour le déplacement « temporaire » du siège de l'Office et la mise en œuvre d'une solution pérenne qui pourrait être le projet de réhabilitation précédemment évoqué ou l'achat d'un terrain nu à la technopole. L'Office a été agréé comme candidat potentiel à l'acquisition d'un terrain dans cette zone.

I.6 L'organisation de la gouvernance

L'office de l'eau Réunion a participé à la réflexion et s'est engagé en tant qu'acteur pour la mise en œuvre des programmes opérationnels européens dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, pour la période 2007-2013.

Ces programmes arrêtés en novembre 2007 prévoient une enveloppe globale d'aides financières de 120,4 millions d'euros, dont 75 millions de FEDER, répartie sur trois fiches mesures :

- 3-14 : grands investissements en matière d'assainissement et d'eau potable
- 3-13 : amélioration des réseaux d'assainissement et mise en place des outils de gestion de l'eau
- 3-12 : mesure transitoire en faveur de l'eau potable.

L'Office constitue la première contrepartie financière avec 14,8 millions d'euros engagés sur ces programmes.

Par délibération du 10 décembre 2007, le conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion a validé le cadre d'intervention des mesures 3-13 et 3-14 et a agréé la participation de l'Office, représenté par son Directeur, aux instances de gouvernance du dispositif.

L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) a été créé le 27 avril 2007 conformément à la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et au décret du 25 mars 2007.

L'article 88 de la LEMA prévoit que l'ONEMA participe à la connaissance, la protection et à la surveillance de l'eau, apporte son appui aux services de l'Etat, aux agences de l'eau et aux offices de l'eau d'outre-mer, assure la mise en place d'un système d'information sur l'eau et garantit une solidarité financière entre les bassins, notamment vis-à-vis de ceux des départements et collectivités d'outre-mer.

Un représentant des offices de l'eau d'outre-mer siège au conseil d'administration. M. Gilbert SAM YIN YANG, Directeur de l'office de l'eau Réunion a ainsi été désigné, sur proposition du ministre chargé de l'outre-mer, par le ministre chargé de l'environnement.

Une mission de la direction générale de l'ONEMA en décembre 2007 a permis de préciser l'action qu'aura l'ONEMA à la Réunion. A titre essentiel, l'ONEMA s'engage comme contrepartie nationale des Programmes Opérationnels Européens sur les projets d'assainissement.

L'ensemble des interventions financières de l'ONEMA, au titre de la solidarité financière interbassins, au bénéfice des départements et collectivités de l'outre-mer, se fera dans la limite d'un plafond annuel d'engagement arrêté par le Conseil d'administration de l'ONEMA à 14 millions d'euros :

- Environ 12 millions d'euros pour le financement d'infrastructures d'assainissement et éventuellement d'adduction en eau potable ;
- Environ 2 millions d'euros pour des études liées à la Directive cadre européenne sur l'eau et les autres missions spécifiques de soutien à la connaissance.

L'Office a participé à la rédaction du Schéma départemental des données sur l'eau (SDDE), projet porté par la DIREN. Ce schéma sera la feuille de route de la mise en place d'un système d'information sur l'eau inter opérable et accessible, dans l'esprit de la Directive cadre européenne sur l'eau.

L'Office contribue aussi à la révision Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) et à l'élaboration du SAGE Est (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux), étant membre de la commission locale de l'eau de l'Est.

II. ETUDE ET SUIVI DES RESSOURCES EN EAU, DES MILIEUX AQUATIQUES ET LITTORAUX ET DE LEURS USAGES

II.1 L'eau et les milieux aquatiques

II.1.1 Les réseaux d'observation et de mesure

L'Office assure la maîtrise d'ouvrage de plusieurs réseaux de surveillance des milieux aquatiques. Qu'ils concernent les cours d'eau, les plans d'eau ou les nappes, les réseaux de surveillance répondent à des objectifs de connaissance, de bilan et d'information :

- ♦ connaître la qualité de l'eau et suivre son évolution,
- ♦ détecter d'éventuels nouveaux types de dégradation des milieux,
- ♦ connaître l'évolution quantitative de la ressource,
- ♦ contribuer à la connaissance nécessaire à la mise en oeuvre des réglementations européenne et nationale,
- ♦ évaluer globalement l'impact sur le milieu naturel des rejets urbains et industriels, des ouvrages, et des pollutions,
- ♦ évaluer à long terme l'impact des actions de protection et de restauration de la qualité,
- ♦ informer l'ensemble des usagers sur la qualité de l'eau et son évolution.

En l'état actuel, les réseaux principaux identifiés au niveau de l'Office sont :

- **un réseau « hydrométrie »**, suivi quantitatif des cours d'eau et des étangs (200 stations),
- **un réseau « piézométrie »**, suivi quantitatif de la ressource en eau souterraine (130 stations),
- **un réseau « hydrobiologie »**, suivi des invertébrés des cours d'eau et des étangs (36 stations),
- **un réseau « qualité physico chimique des eaux de surface »**, suivi de la physico chimie générale, des pesticides et des hydrocarbures des eaux de surface (60 stations),
- **un réseau « qualité des eaux souterraines »**, suivi de la physico chimie, des pesticides et des hydrocarbures des eaux souterraines (73 stations),
- **un réseau « piscicole »**, suivi des peuplements de poissons (12 stations)
- **un réseau « salinité »**, suivi de la salinité des eaux souterraines (83 stations).

En 2007, le service a poursuivi l'optimisation des réseaux de mesures initiée en 2006, compte tenu des enjeux (Directive cadre européenne sur l'eau, compétence « usages de la ressource en eau et assainissement »,...).

Ainsi, **le réseau « Hydrométrie »** a évolué par la suppression de 4 stations et la modernisation de 3 stations hydrométriques.

L'acquisition d'un système doppler monté sur catamaran améliore la qualité de la mesure en élargissant la gamme des débits mesurables en rivières et ravines (en particulier en période de crues),

L'observation concerne 13 rivières pérennes et 8 ravines (lors de crues), soit :

- ♦ 30 stations en continu dont 10 interrogeables à distance auxquelles s'ajoutent plusieurs centaines de mesures ponctuelles nécessaires pour ajuster les données mesurées par les stations, relativement aux modifications du milieu, notamment en moyennes et basses eaux.
- ♦ 9 bilans hydrométriques (évolution de l'état de la ressource) sur les principaux cours d'eau du secteur Saint-Denis / Sainte-Marie en lien avec l'étude des circulations d'eau des systèmes hydriques associés au transfert des eaux d'est en ouest (ECSHY).

Le réseau « piézométrie » s'est élargi de 8 nouvelles stations déployées dans le cadre de l'étude ECSHY.

Le suivi de la piézométrie et de la salinité des nappes d'eau souterraine (15 nappes dont 12 sont stratégiques) a porté sur 41 stations en continu, dont 16 interrogeables à distance, auxquelles s'ajoutent une centaine de mesures ponctuelles pour ajuster la mesure automatique à la réalité du site de mesure.

Le suivi qualitatif concerne les 13 principales rivières pérennes et leurs affluents essentiels, les 3 étangs majeurs ainsi que 14 nappes dont 12 nappes stratégiques. Il se compose de 35 stations en rivières et ravines, de 3 stations en étangs et 33 stations en eau souterraine. 30 stations supplémentaires assurent le dosage des chlorures dans les eaux souterraines.

Les étangs du Gol, de Saint-Paul et Grand Etang sont spécifiquement équipés de sondes de mesure en continu du niveau et de la température de l'eau, ainsi que de la conductivité pour l'étang de Saint-Paul.

Un suivi de la faune benthique est également mis en place pour les eaux superficielles.

Au cours de l'année 2007, un renforcement conséquent du suivi des micropolluants organiques (pesticides, hydrocarbures, solvants,...) s'est poursuivi dans les eaux souterraines et superficielles. A cet effet, l'analyse de pesticides est désormais systématisée dans les secteurs aval des rivières.

Sur les rivières, les prélèvements et la détermination sont mis en œuvre selon le protocole normalisé de l'IBGN (**I**ndice **B**iologique **G**lobal **N**ormalisé). Cependant, le calcul de l'indice développé pour la France continentale n'est pas encore possible sans adaptation locale.

L'activité s'organise en 4 campagnes de terrain, ce qui se traduit en 2007 par 78 journées de terrain, 274 séries d'analyses complètes physico-chimiques et 120 dosages chlorures, 163 séries d'analyses de pesticides et 55 d'hydrocarbures ainsi que 37 séries de détermination de macro invertébrés.

II.1.2 Les études

L'Office pilote la conduite d'études dont les résultats concourent à la proposition de stratégies ou des programmes d'actions : modélisations, études de compréhension du fonctionnement des milieux aquatiques, études sur les usages de l'eau ou les technologies associées.

En 2007, on peut notamment retenir les études suivantes :

- ♦ Simulation de l'évolution de la salinité induite par une exploitation des nappes du Gol – Cocos par les ouvrages du périmètre irrigué du Bras de Cilaos (mise en oeuvre d'un modèle 3D d'écoulement en densité variable avec prise en compte de l'advection / dispersion),
 - ♦ Définition d'un cahier des charges pour l'actualisation des données hydrologiques et hydrogéologiques et l'élaboration d'un modèle mathématique d'évaluation d'impacts des usages sur la ressource en eaux souterraines du cône alluvial de la Rivière des Galets,
 - ♦ Définition d'un réseau de suivi des impacts d'ILO (Irrigation du littoral ouest) sur la ressource en eau de la plaine des Galets,
-
- ♦ Analyse préliminaire des impacts potentiels d'ILO sur la ressource en eau souterraine de la plaine des Galets,
 - ♦ Proposition de découpage des masses d'eau souterraines dans le cadre de l'actualisation du SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) du bassin Réunion,
 - ♦ Proposition d'implantation d'un piézomètre de reconnaissance et de suivi du biseau salé au niveau de la nappe stratégique de Pierrefonds,
 - ♦ Projet d'extraction de matériaux alluvionnaires sur le secteur de Pierrefonds : analyse des impacts potentiels sur la nappe stratégique,
 - ♦ Projet de parking souterrain du square Labourdonnais (commune de Saint Denis) : estimation de la fréquence et de la durée des périodes d'inondation du parking par remontée de nappe.

II.1.3 Les partenariats techniques

L'office favorise l'appui aux structures qui concourent à la connaissance des milieux aquatiques.

A cet effet, on peut noter le partenariat développé sur les thématiques suivantes :

- ♦ l'évaluation de l'impact potentiel de la lutte anti-vectorielle Chikungunya sur les milieux d'eau douce (Diren, Arda).
- ♦ le suivi de la contamination en pesticides utilisés dans la lutte anti-vectorielle sur deux bassins versants témoin, la ravine Saint-Gilles et la rivière Sainte-Suzanne (Diren)
- ♦ la définition du réseau de surveillance de l'état des eaux sur le bassin (choix des masses d'eau, type de paramètres à suivre, évaluation financière) dans le cadre de la mise en oeuvre de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (Diren)
- ♦ la définition d'un programme de recherche et développement en ce qui concerne la mise au point d'indicateurs de qualité biologique des rivières. (Diren, Arda, le laboratoire d'écologie des hydro systèmes fluviaux de l'Université de Lyon 1).
- ♦ la datation des eaux par des méthodes isotopiques (Université de la Réunion et le laboratoire du National Isotope Center de Nouvelle Zélande)
- ♦ la caractérisation de la qualité des eaux d'émergence et la mise en place d'un réseau de suivi des aquifères d'altitude (Brgm, Diren)

- ♦ le développement d'un outil numérique de modélisation hydrodynamique et socio-économique pour l'aide à la gestion des ressources en eau de la microrégion Sud (Brgm, Diren).
- ♦ La recherche d'une méthodologie d'exploration des aquifères volcaniques à l'aide d'une méthode géophysique fondée sur l'imagerie 3D haute résolution par panneaux électriques (Brgm, Diren).

Enfin, les services de l'Office ont participé à plusieurs instances de réflexion, telles que :

- ♦ La présentation par le CEMAGREF de ses actions de recherche en hydrologie
- ♦ Le groupe d'évaluation environnementale du transfert des eaux d'Est en Ouest,
- ♦ Le Comité de pilotage du Réseau Piscicole
- ♦ Le comité technique Nitrates et phytosanitaires du Groupe régional sur les produits phytosanitaires
- ♦ Le groupe de travail en vue de l'élaboration du Plan Départemental pour la Protection du milieu aquatique et la Gestion des ressources piscicoles (PDPG)
- ♦ Le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires (CODERST)
- ♦ Le groupe de travail relatif à la pollution chimique (tri et tétra chloroéthylène) du puits de la ravine à Marquet
- ♦ Le Comité Sécheresse
- ♦ Le groupe de travail relatif à la sécurisation de la distribution en eau sur la commune du Port
- ♦ Le séminaire CCSUD (Communauté des Communes du Sud): présentation de la problématique de l'eau à la Réunion
- ♦ Le séminaire SCOT (Schéma de cohérence territorial) Grand Sud
- ♦ La commission consultative de l'eau du Tampon
- ♦ La cellule de crise sécheresse dans la région Sud
- ♦ Le comité consultatif de la réserve nationale marine de La Réunion

II.2 Les usages de l'eau

Au cours du second semestre 2007, l'Office a initié les bases d'un nouveau **réseau de connaissance des usages de l'eau et de l'assainissement**.

Une première étape a permis de rassembler les documents d'orientation et de gestion dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement : les rapports annuels d'activité, la tarification en vigueur, les schémas directeurs d'eau potable et d'eaux usées, la programmation d'amélioration de performance des réseaux, le plan de zonage des assainissements collectif et individuel, les bilans d'autosurveillance et d'exploitation des stations d'épuration, les arrêtés préfectoraux d'autorisation de rejet.

En complément de l'instruction technique des dossiers de demande d'aide financière, le service a effectué une analyse technique dans le cadre de la procédure de consultation du dossier d'autorisation de l'unité de traitement des effluents d'élevage de Grand Ilet (SAS CAMP PIERROT).

Le service a participé à plusieurs instances de réflexion, telles que :

- l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les Installations classées pour la protection de l'environnement (Drire, Daf, Diren, Adir).
- la révision du plan départemental de gestion des déchets ménagers (Conseil Général).

III. CONSEIL ET ASSISTANCE TECHNIQUE, FORMATION ET INFORMATION

III.1 L'assistance technique

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 attribue aux offices de l'eau, dans les départements d'outre-mer, l'exercice d'une mission d'assistance technique pour l'assainissement, la protection de la ressource en eau, la restauration et l'entretien des milieux aquatiques, auprès des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale et ce, à compter du 1^{er} janvier 2008.

Dès le second semestre 2007, une convention de transfert du service d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration (Satese) a été élaborée entre le Conseil Général et l'Office.

Ce transfert s'est matérialisé par :

- ◆ l'envoi des bilans de fonctionnement des stations d'épuration de 2001 à 2005,
- ◆ la récupération des matériels de mesure,
- ◆ la reprise des audits de fonctionnement des stations d'épuration accompagnés des rapports de visites.

Au cours du dernier trimestre 2007, les audits se sont déroulés pour les communes de l'Entre Deux, Bras-Panon, Saint-André, Saint-Paul, Cilaos, Saint-Leu, Etang-Salé, Saint-Louis et Sainte-Rose.

En parallèle, le service a lancé la consultation pour un marché d'analyse des eaux usées et des boues dans la perspective des bilans en 2008.

III.2 L'éducation

En appui des interventions pédagogiques, l'Office a mis au point un diaporama (« Les ressources et les usages de l'eau à La Réunion »), deux dépliants (« Moi aussi, j'économise l'eau », « Cycle et usages de l'eau »), une affiche (« Cycle et usages de l'eau ») et un jeu (« Péripludo, le périple de l'eau »).

Les affiche et dépliants ont été mis à la disposition d'écoles et d'associations menant à bien des projets sur l'eau, ou lors de manifestations ponctuelles ayant pour thème la préservation de l'environnement (Dipavali, Village de la mer et de l'environnement).

Ces outils ont été utilisés par l'Office de l'eau Réunion lors d'événementiels : stand à la Fête de la science, interventions dans 7 classes primaires lors des Journées réunionnaises de l'environnement, stand sur le thème des économies d'eau aux Journées « Impayés et économies d'énergie » organisées par le CCAS de Saint-Louis, formation des travailleurs sociaux au CCAS de Saint-Louis sur le thème des économies d'eau.

Une intervention pédagogique (hors événementiel) a été assurée au LEGTA de Saint-Paul (sur le thème de la qualité de l'eau, avec une démonstration des moyens de mesure de l'établissement sur le terrain).

La Journée mondiale de l'eau (22 mars 2007) a constitué le temps fort de la communication de l'établissement. A cette occasion, l'Office de l'eau Réunion a organisé les 1ères Rencontres professionnelles de l'eau en partenariat avec le Conseil général de La Réunion, Météo France, la Diren et l'Arda. Cette manifestation a réuni une cinquantaine d'acteurs travaillant dans le domaine de l'eau à La Réunion et a permis de faire le point sur la situation des ressources en eau dans l'île. Cette journée a également été l'occasion de remettre le 3^{ème} Trophée de l'eau à l'Association des petits débrouillards de La Réunion pour la création d'un jeu pédagogique « Le Labyrinth'eau ».

III.3 L'information

Dans le domaine de la communication, l'Office de l'eau Réunion a continué à mettre en œuvre le plan de communication élaboré en 2006.

Ce travail s'est traduit concrètement par la mise en place d'une nouvelle charte graphique et son application sur différents supports de communication (imprimés, site internet provisoire, refonte du site internet).

Les relations publiques ont été axées cette année encore sur le thème des aides financières afin d'expliquer aux porteurs de projet les mécanismes de financement. L'établissement a également été présenté et représenté lors de manifestations telles que la soirée « innovation et prestige » organisée par Nordev et la Technopole pour le baptême de l'identité visuelle du Parc technologique du nord de La Réunion (Technor), lors de la création de la commission consultative de l'eau du Tampon, ou encore lors de la réunion du comité d'agrément de la Technopole (dans le cadre de la recherche de nouveaux locaux).

Quant aux relations avec la presse, elles ont porté essentiellement sur la mission d'étude et de suivi des milieux aquatiques, des ressources en eau et de leurs usages.

La base de données de l'Office est en cours de migration vers la banque de données de l'Office qui sera compatible SANDRE (service d'administration national des données et référentiels sur l'eau) et intégrée au Système d'information sur l'eau (SIE) Réunion.

La banque HYDRO (concernant les données de débit des eaux superficielles) a été alimentée avec les historiques de débit journalier de 19 stations de mesure en continu.

En ce qui concerne la banque ADES (Accès aux données sur les eaux souterraines), la bancarisation des stations « historiques » a été initiée par le premier travail de rapprochement entre les codes Stations Office et les codes propres à ADES.

Le site Internet de l'Office est en cours de refonte pour s'intégrer au plan de communication en cours. Une première refonte a déjà été effectuée sur le site en attendant le site définitif qui est prévu pour début 2008.

L'Office a pris en charge la mise en œuvre technique du portail SIE Réunion et l'interconnexion avec la banque de données de l'Office de l'eau Réunion

Pour orienter l'action dans le domaine de l'eau et apporter des outils d'aide à la décision, l'office de l'eau organise la connaissance sur l'état des milieux et met les données et informations à la disposition du public. Cette action se traduit par la diffusion de :

- ♦ 4 bulletins de situation hydrologique trimestriels,
- ♦ 1 synthèse annuelle,
- ♦ plusieurs analyses à l'issue de périodes ou d'évènement caractéristiques (sécheresse, cyclone,...).

IV. PROGRAMMATION ET FINANCEMENT D' ACTIONS ET DE TRAVAUX

IV.1 Les redevances

❖ la redevance pour le prélèvement sur la ressource en eau

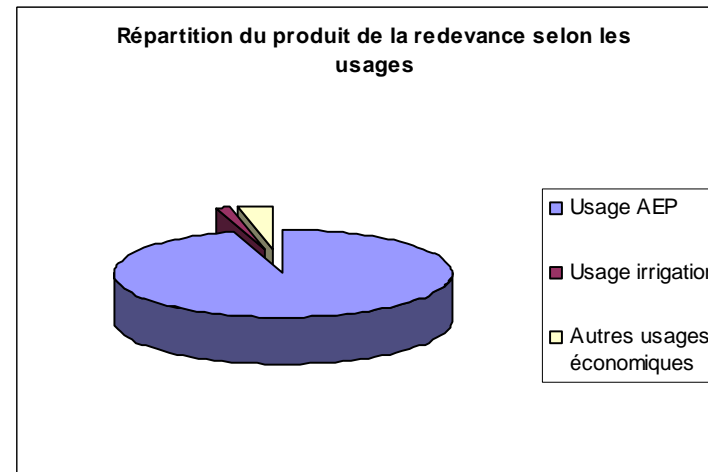
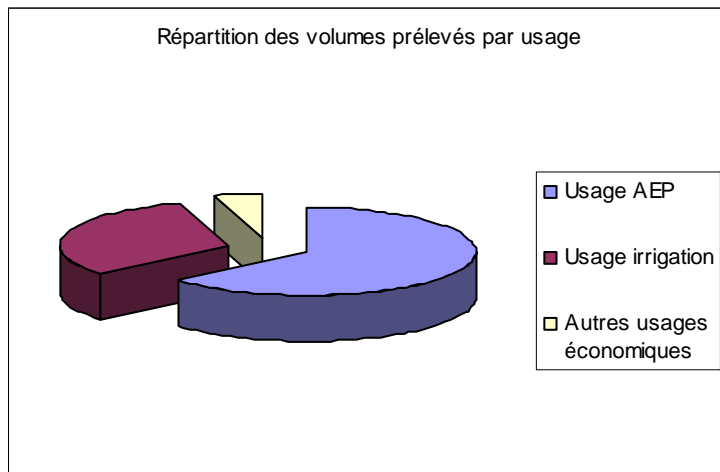
L'année 2007 est marquée par l'augmentation de la redevance sur les prélèvements d'eau à usage domestique. Son taux passe de 4 à 5 centimes d'euros au 1^{er} janvier 2007. Les taux de la redevance « prélèvement » pour les usages d'irrigation et autres usages économiques restent inchangés.

Le retour d'expérience des déclarations de la redevance sur les prélèvements d'eau en 2006 a permis de faire évoluer le formulaire de déclaration en 2007 et ce, afin de simplifier la tâche des déclarants et de limiter les risques d'erreurs.

Compte tenu du seuil d'application de cette redevance (prélèvements d'eau supérieurs à 50 000 m³ par an), les redevables sont au nombre de 15 en 2007.

La répartition des volumes prélevés par usage est indiquée dans le tableau ci-après et permet de calculer le produit de cette redevance.

USAGE	eau potable	irrigation	autre	Total
Volumes prélevés (m ³)	146 980 918	72 335 218	10 625 789	229 941 925
Titres émis (en €)	5 879 236.72 €	72 335.22 €	212 515.78 €	6 164 087.72 €



❖ De nouvelles redevances en perspective

La Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 permet à l'Office de l'eau Réunion de mettre en place six nouvelles redevances :

- ♦ la redevance pour pollution de l'eau,
- ♦ la redevance pour modernisation des réseaux de collecte,
- ♦ la redevance pour pollutions diffuses,
- ♦ la redevance pour stockage d'eau en période d'étiage,
- ♦ la redevance pour obstacle sur les cours d'eau,
- ♦ la redevance pour protection du milieu aquatique.

Une étude d'applicabilité de ces nouvelles redevances a commencé en fin 2007 et devrait se terminer au 1^{er} trimestre 2008.

IV.2 Le programme pluriannuel d'aides 2007-2009

Au cours de l'année 2007, une quarantaine de dossiers ont été instruits et présentés à la Commission « programme interventions aides », et soumis à la validation au Conseil d'administration.

Trois projets de « recherche développement » partagés ont été signés avec le BRGM, pour un montant total de 90 000 €. Ces conventions portent sur les études suivantes :

- ♦ Modèle intégré pour l'aide à la gestion des ressources en eau dans la microrégion sud de La Réunion – Phases 2 et 3 ;

- ♦ Méthodologie d'imagerie électrique haute résolution des aquifères côtiers en milieu marin ;
- ♦ Identification des modalités d'exploitation des ressources en eaux souterraines du domaine d'altitude de l'Est de la Réunion – Phase 2.

De plus, l'Office de l'eau Réunion s'est d'ores et déjà « pré engagé » à intervenir en tant que contrepartie nationale des programmes opérationnels européens dans six dossiers (cinq dans le domaine de l'assainissement, un dans le domaine de l'eau potable) pour un montant estimé à 1,78 millions d'euros.

Une autorisation de paiement de 800 000 euros en 2007, accordée à la Commune de Saint-Leu pour la construction de la station d'épuration de Bois-de-Nèfles/Les Avirons, sera à ajuster conformément au cadre d'intervention des programmes opérationnels européens.

Enfin, les subventions n'entrant pas dans le champs des programmes opérationnels européens et agréées en 2007 sont listées comme suit :

Attributaire	Projet	Coût total	aide de l'Office	
Commune de PETITE-ILE	actualisation du schéma directeur d'eau potable	35 000 €	21 000 €	60,00%
Commune de SAINT-PHILIPPE	AEP : renforcement de la distribution avec amélioration de performance	610 000 €	183 000 €	30,00%
Commune de SAINT-PHILIPPE	pose de 5 compteurs de sectorisation d'eau potable	35 000 €	10 300 €	30,00%
Fred HOARAU	renouvellement de goutteurs d'irrigation	9 800 €	4 516 €	50,00%
Fabrice HOARAU	renouvellement de goutteurs d'irrigation	4 880 €	2 440 €	50,00%
Jean-François MOUTAMA	renouvellement de goutteurs d'irrigation	4 030 €	2 015 €	50,00%
Jacques HOARAU	renouvellement de goutteurs d'irrigation	4 800 €	2 400 €	50,00%
Jean-Bernard MARATCHIA	renouvellement de goutteurs d'irrigation	2 410 €	1 015 €	50,00%
Commune de PETITE-ILE	faisabilité de dispositifs de traitement des eaux usées à macrophytes	35 750 €	21 450 €	60,00%
Association de défense des agriculteurs de l'Entre-Deux	dossier réglementaire de régularisation de prélèvement en eau dans la ravine Sapote	11 621 €	8 897 €	80,00%
Fédération départementale de pêche de la Réunion	Mise en œuvre de la mission 1 du PDPG	265 524 €	30 000 €	23,00%